



## **EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**

### RAPPORT DE

### SINGAPOUR

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par Singapour est reproduite ci-après.

---

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la première séance de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur Singapour.

**Table des matières**

<b>1 INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>2 FAIRE FACE A LA PANDEMIE DE COVID-19.....</b>	<b>3</b>
<b>3 PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET GESTION DE LA REPRISE.....</b>	<b>9</b>
3.1 Transformer l'économie singapourienne .....	9
3.2 Renforcer notre position de point critique de la chaîne de valeur mondiale.....	10
3.3 Devenir une "étincelle verte".....	11
<b>4 UNE INFRASTRUCTURE COMMERCIALE OUVERTE, FACILITATRICE ET INCLUSIVE .....</b>	<b>12</b>
<b>5 SOUTENIR UN SYSTEME COMMERCIAL MULTILATERAL ADAPTE AU MONDE DE DEMAIN .....</b>	<b>14</b>
<b>6 COOPERATION COMMERCIALE REGIONALE ET BILATERALE .....</b>	<b>15</b>
<b>7 CONCLUSION .....</b>	<b>17</b>

## 1 INTRODUCTION

1.1. C'est le huitième examen de la politique commerciale de Singapour effectué par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Singapour est une petite économie ouverte, fortement tributaire du commerce. La période à l'examen (2017-2021) a été marquée par une crise sanitaire et économique sans précédent déclenchée par la pandémie de COVID-19. Dans ce contexte économique difficile, Singapour est déterminée à garder ses marchés ouverts, à promouvoir la concurrence et à soutenir les entreprises et les travailleurs pendant la crise.

1.2. Au vu de l'évolution de la technologie, de la structure de la demande et des conditions d'approvisionnement ces dernières années, Singapour s'est attachée à accélérer sa transformation en une économie portée par l'innovation, alimentée par la technologie et prête à relever les défis de l'avenir. Singapour vise à se positionner comme un pôle asiatique et mondial pour la technologie, l'innovation et les entreprises, à la fois durable, résilient et inclusif.

1.3. Pendant la période considérée, les politiques commerciales de Singapour ont été axées sur quatre priorités essentielles: i) s'adapter au nouveau contexte économique post-pandémie; ii) soutenir le système commercial multilatéral et y contribuer; iii) renforcer la coopération commerciale régionale et bilatérale; et iv) promouvoir une politique commerciale inclusive et durable.

## 2 FAIRE FACE A LA PANDEMIE DE COVID-19

2.1. La pandémie de COVID-19 a entraîné de graves perturbations de l'activité économique mondiale. L'incidence sur l'économie singapourienne a été importante et de grande ampleur, différents secteurs étant touchés à des degrés divers.

2.2. En 2020, le gouvernement de Singapour a alloué 97,3 milliards de SGD ou 20,8% du PIB au soutien économique (73,5 milliards de SGD), à l'aide sociale (10 milliards de SGD) et aux mesures de santé publique (13,8 milliards de SGD) sur cinq budgets.

2.3. Les trois premiers budgets<sup>1</sup> ont été axés sur l'orientation des ressources vers le secteur de la santé publique en vue de juguler l'épidémie et d'offrir une aide financière immédiate aux entreprises, aux travailleurs et aux ménages affectés par la forte baisse des recettes et des revenus. Par exemple, le Programme d'aide à l'emploi visait à protéger les emplois en proposant une mesure de soutien des salaires aux employeurs, qui compensait entre 25% et 75% des salaires des employés locaux. Entre avril et décembre 2020, 22,6 milliards de SGD ont été décaissés. L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a également mis en place une série d'ensembles de mesures d'aide incluant des programmes de restructuration des prêts, des moratoires de remboursement, un financement à faible taux d'intérêt pour les prêts bénéficiant d'une aide publique et des prorogations de délai pour les prêts.

2.4. Les quatrième et cinquième budgets<sup>2</sup> ont réorienté les priorités vers le soutien à des secteurs présentant de solides perspectives de croissance et de création d'emplois et vers la facilitation des changements structurels tels que la numérisation et l'automatisation du travail. Du fait des restrictions en matière de voyage à l'échelle mondiale, de nouvelles modalités d'internationalisation ont été conçues afin d'aider les entreprises à conserver leur accès aux marchés étrangers, par exemple par le biais de plates-formes de commerce électronique, de missions commerciales virtuelles et de foires commerciales en ligne. Les efforts consentis par les entreprises pour s'internationaliser ont également été soutenus au moyen de dons, tels que le Don au titre de l'aide à la préparation du marché, ainsi que par l'intermédiaire de partenaires et de filières tels que GLOBALCONNECT@SBF (de la Fédération des entreprises singapouriennes), une initiative qui aide les entreprises de Singapour à s'internationaliser et à consolider leur présence sur d'autres marchés. Les entreprises ont également pu avoir recours aux aides au renforcement des capacités axées sur la création de partenariats entre entreprises locales et internationales, sur l'amélioration des

<sup>1</sup> Il s'agit du budget "Unity", annoncé le 18 février 2020; du budget "Resilience", annoncé le 26 mars 2020; et du budget "Solidarity", annoncé le 6 avril 2020.

<sup>2</sup> Le quatrième budget était le budget "Fortitude", annoncé le 26 mai 2020, tandis que le cinquième budget a été annoncé dans deux déclarations ministérielles, le 17 août 2020 et le 5 octobre 2020.

processus d'entreprise au moyen de solutions numériques et sur le soutien aux entreprises pour la modernisation et l'innovation.

2.5. Compte tenu de la situation économique aux niveaux mondial et national et des incertitudes accrues, en particulier du fait de la trajectoire de la pandémie de COVID-19, le Ministère du commerce et de l'industrie estimait que la croissance du PIB en 2021 se situerait entre 4,0% et 6,0%. Les résultats et les perspectives pour différents secteurs économiques continuent d'être très inégaux. À cet égard, le budget "Emerging Stronger" de 107 milliards de SGD annoncé en février 2021 mettait l'accent sur le maintien de l'aide aux entreprises et aux particuliers, ainsi que sur l'accélération des adaptations structurelles visant à doter les entreprises et les travailleurs de capacités approfondies leur permettant d'affronter l'avenir. Par exemple, le Programme des technologies émergentes a été mis en place pour assurer le cofinancement des coûts des essais et de l'adoption de technologies d'avant-garde telles que les technologies d'intelligence artificielle et de confiance utilisant la 5G.

### Répercussions de la COVID-19 sur l'économie et le commerce de Singapour

2.6. Le commerce apporte beaucoup à l'économie singapourienne. Entre 2016 et 2020, le ratio du commerce total au produit intérieur brut (PIB) a été d'environ 318% en moyenne. La demande extérieure a représenté environ 71% de la demande totale dans l'économie de Singapour au cours de la même période.

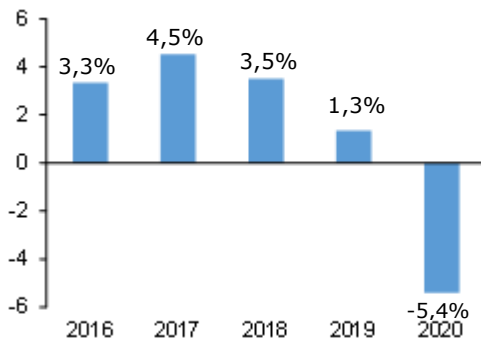
**Graphique 2.1 Pourcentages de variation de la demande totale<sup>a</sup>**

	2020				2021
	I	II	III	IV	I
Demande totale	2,6	-15,3	-7,1	-4,5	-2,2
Demande extérieure	4,0	-12,4	-5,0	-3,5	-1,3
Demande intérieure totale	-0,8	-22,5	-12,5	-7,0	-4,6
Dépenses de consommation	-0,3	-19,5	-6,7	-6,7	-3,9
Secteur public	7,2	19,8	15,8	9,6	6,7
Secteur privé	-2,9	-29,4	-13,0	-11,3	-7,9
Formation brute de capital fixe	1,5	-27,9	-23,0	-4,7	-5,7
Variations des stocks	-0,8	-0,4	-0,3	-0,8	-0,1

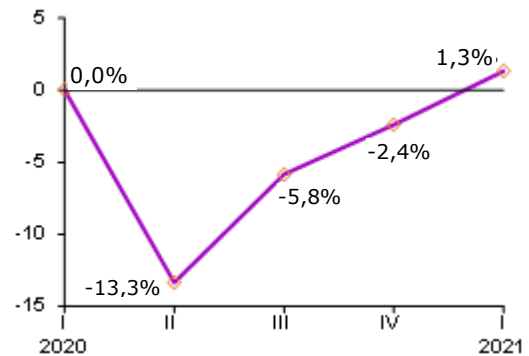
a S'agissant des stocks, il s'agit de la contribution à la croissance du PIB.

2.7. En 2020, l'économie singapourienne s'est contractée de 5,4%, la pire récession annuelle depuis l'indépendance de Singapour. Cette contraction fait suite à un taux de croissance annuel moyen de 3,2% pendant la période allant de 2016 à 2019.

**Graphique 2.2  
Croissance du PIB réel, 2016-2020**



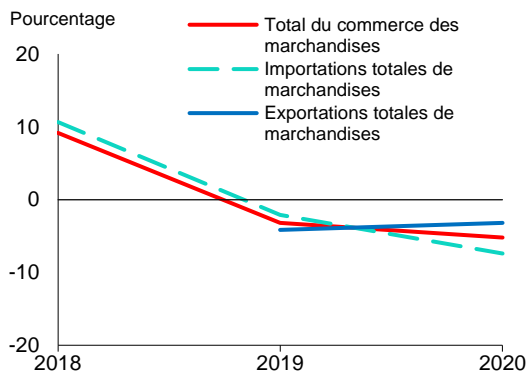
**Graphique 2.3  
Croissance semestrielle du PIB réel  
(en glissement annuel)**



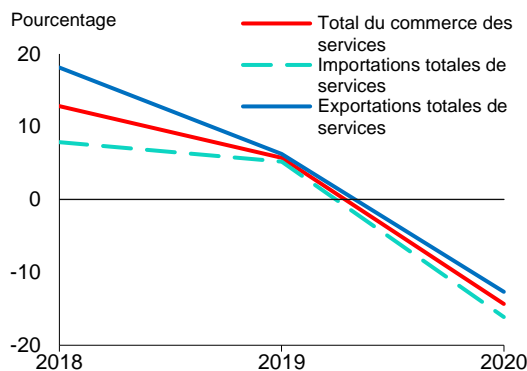
2.8. La forte baisse enregistrée en 2020 a directement résulté des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19, qui a entraîné la fermeture de la plupart des lieux de travail physiques, ainsi qu'un fléchissement de la consommation. Par ailleurs, les restrictions touchant les voyages

intérieurs et internationaux, parallèlement au recul de la demande mondiale, ont vu le commerce des marchandises et le commerce des services de Singapour reculer. Le volume du fret aérien a enregistré une forte baisse de près de 40% en avril et en mai 2020, avant de repartir progressivement à la hausse. Toutefois, le volume de fret aérien total traité en 2020 a tout de même affiché une baisse de 23% par rapport au volume enregistré en 2019. En revanche, le débit de conteneurs a été relativement peu touché, avec une moyenne de 3,1 millions d'EVP par mois pendant toute l'année 2020.

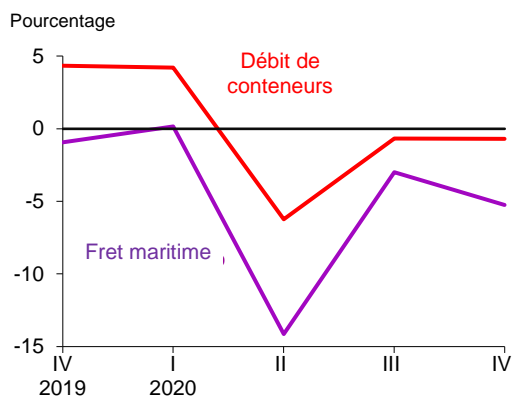
**Graphique 2.4**  
**Croissance du commerce des marchandises**



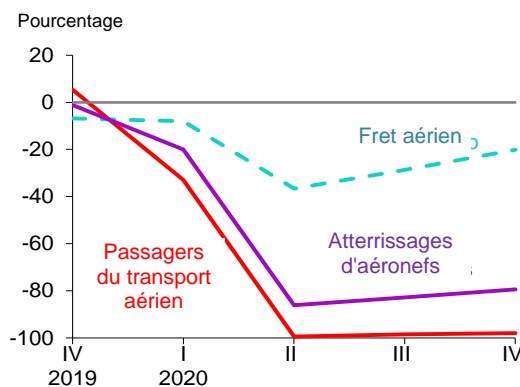
**Graphique 2.5**  
**Croissance du commerce des services**



**Graphique 2.6**  
**Variations du débit de conteneurs et du fret maritime**

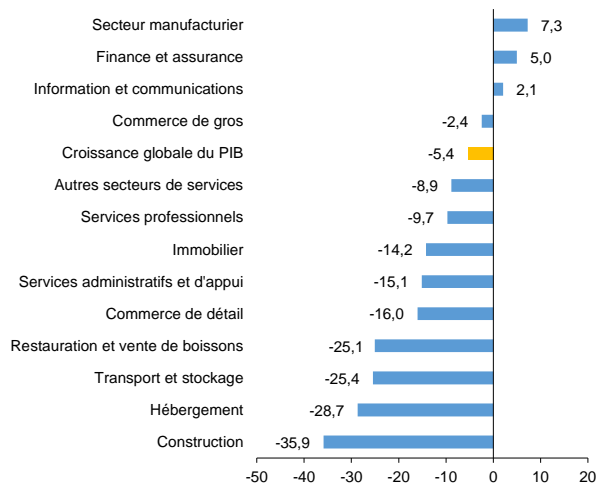


**Graphique 2.7**  
**Variations du transport aérien**

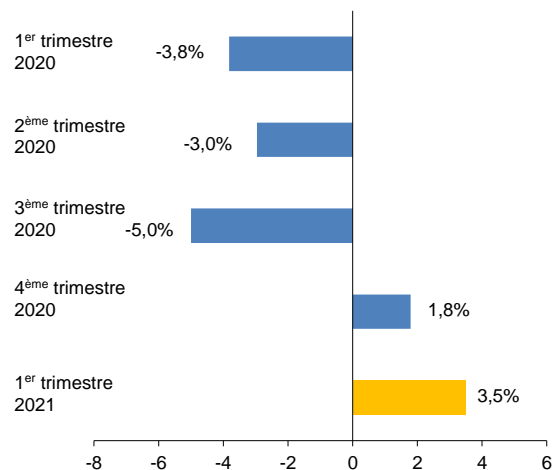


2.9. Le secteur général des services s'est contracté de 6,9% en 2020, alors qu'il avait enregistré une croissance annuelle moyenne de 2,8% de 2016 à 2019. Les secteurs liés à l'aviation et au tourisme ont été tout particulièrement affectés par les restrictions à la frontière aux niveaux national et mondial, qui s'étaient traduites par une forte baisse du nombre de passagers des transports aériens et du nombre de visiteurs. Les secteurs s'adressant directement aux consommateurs ont été quant à eux affectés par la morosité côté consommateurs, imputable aux mauvaises conditions sur le marché de travail et aux contraintes en termes de capacités (par exemple dans les centres commerciaux et les restaurants) découlant des mesures visant à ralentir la propagation de la COVID-19. En conséquence, les résultats des secteurs du commerce de détail et des services de restauration et de vente de boissons ont reculé, de 16% et 25%, respectivement en 2020, en net contraste avec leurs taux de croissance annuels moyens respectifs de 0,5% et 1,3% entre 2016 et 2019.

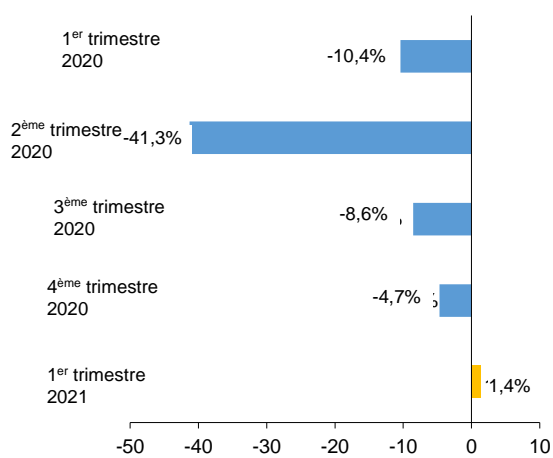
**Graphique 2.8**  
**PIB et taux de croissance par secteur en 2020**



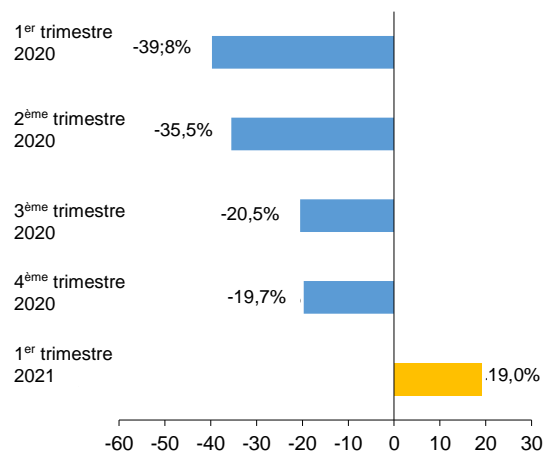
**Graphique 2.9**  
**Croissance réelle du commerce de gros**



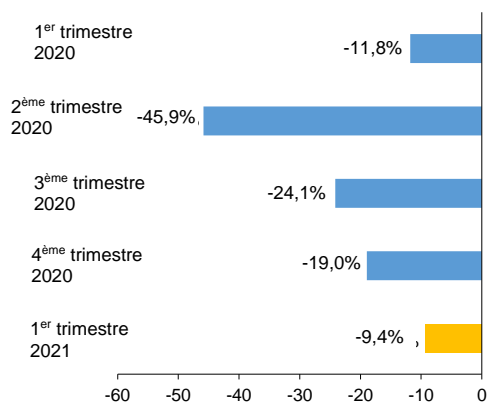
**Graphique 2.10**  
**Croissance réelle du commerce de détail**



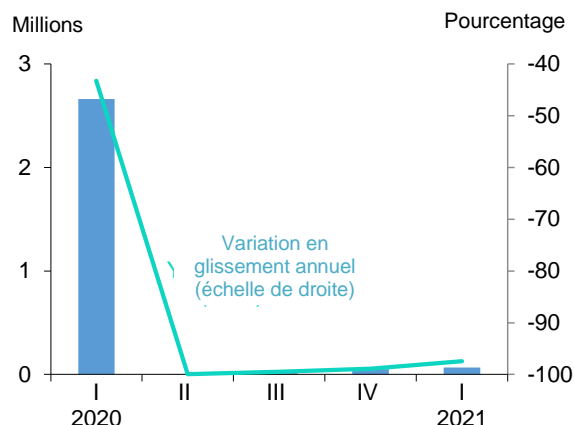
**Graphique 2.11**  
**Croissance réelle des services d'hébergement**



**Graphique 2.12**  
Croissance réelle des services de  
restauration et de vente de boissons

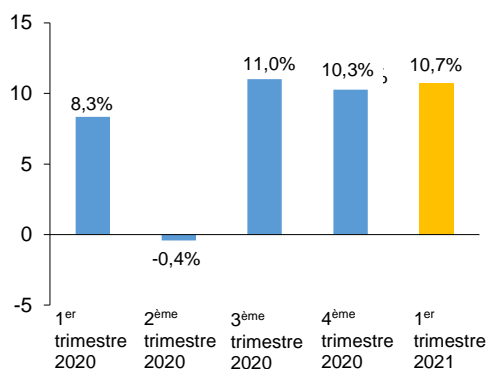


**Graphique 2.13**  
Nombre de visiteurs

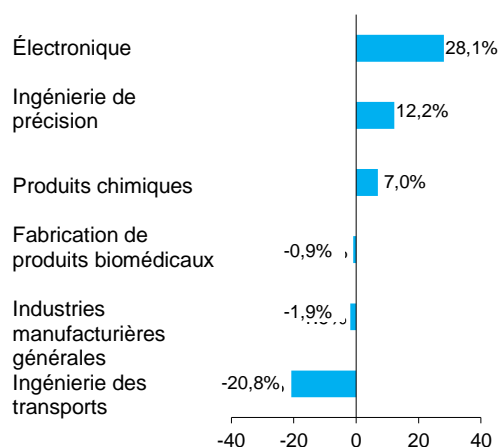


2.10. En revanche, les résultats du secteur manufacturier sont restés solides, le secteur enregistrant une croissance de 7,3% en 2020, alors que le taux de croissance annuel moyen avait été de 4,9% entre 2016 et 2019. Ces résultats ont principalement été tirés par les secteurs de l'électronique et de l'ingénierie de précision, qui ont vu une production en hausse en raison du dynamisme de la demande de semi-conducteurs émanant des marchés de la 5G, des centres de données et des services en nuage, ainsi que des équipements pour la production de semi-conducteurs. Le secteur de l'ingénierie des transports, en revanche, a vu ses résultats obérés par les perturbations touchant la main-d'œuvre et par la faiblesse de la demande.

**Graphique 2.14**  
Croissance réelle du secteur manufacturier

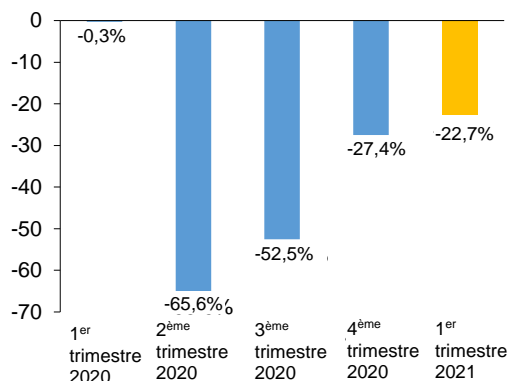


**Graphique 2.15**  
Sous-secteurs du secteur manufacturier au  
1<sup>er</sup> trimestre de 2021 (en glissement  
annuel)

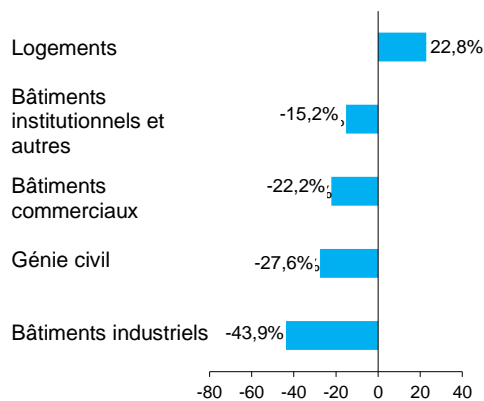


2.11. Le secteur de la construction s'est contracté de 36% en 2020, soit un résultat nettement inférieur au taux de croissance annuel moyen de -1,0% enregistré de 2016 à 2019. Les piètres résultats du secteur s'expliquent par une baisse de 30% de la production du secteur du bâtiment dans les secteurs public et privé imputable aux arrêts des activités de construction et aux mesures prises sur les chantiers de construction en lien avec la pandémie, ainsi qu'à la pénurie de main-d'œuvre due aux restrictions à la frontière.

**Graphique 2.16**  
Croissance réelle du secteur de la construction

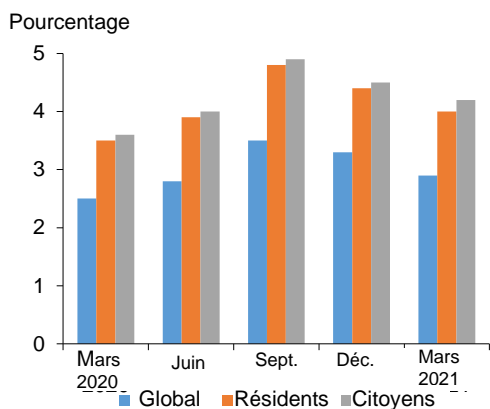


**Graphique 2.17**  
Marchés adjugés au 1<sup>er</sup> trimestre de 2021 (en glissement annuel)

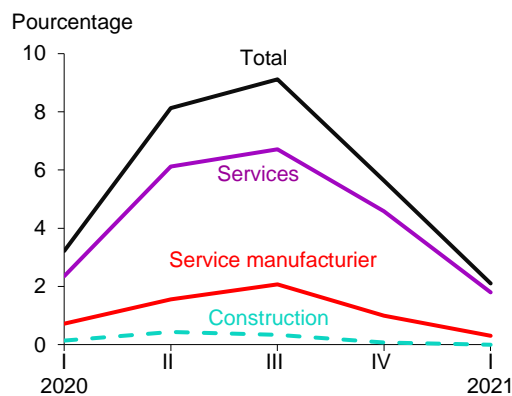


2.12. La récession économique causée par la pandémie a touché le marché du travail en 2020. Pour les résidents, le taux de chômage annuel moyen a oscillé entre 2,9% et 3,1% sur la période 2016-2019, avant de remonter à 4,1% en 2020. De même, l'emploi total, qui avait augmenté à un taux annuel moyen de 0,9% entre décembre 2015 et décembre 2019, a reculé de 4,8% en 2020.

**Graphique 2.18**  
Taux de chômage (corrigés des variations saisonnières)



**Graphique 2.19**  
Évolution des licenciements



### Politiques macroéconomiques

2.13. Pendant la période considérée, Singapour a ajusté ses politiques macroéconomiques en fonction des conditions économiques. Plus spécifiquement, en 2020, en réponse à la pandémie de COVID-19, Singapour a assoupli ses politiques monétaire, financière, budgétaire et réglementaire pour apporter un soutien ciblé en temps opportun.

2.14. La politique budgétaire a été expansionniste et axée sur des mesures ciblées visant à assurer la stabilité macroéconomique, à accompagner la croissance économique, à promouvoir l'équité sociale par la redistribution et à veiller à la viabilité des finances publiques comme à l'efficacité microéconomique. En 2020, Singapour a adopté la politique budgétaire la plus expansionniste de son histoire, une politique qui a joué un rôle crucial dans l'atténuation des répercussions de la récession. Au vu du rythme et de l'ampleur de la reprise économique, la politique a notamment basculé d'une aide d'urgence de large portée à des mesures budgétaires et à des aides financières ciblées destinées à soutenir les priorités de l'après-pandémie.



2.15. La politique monétaire, axée sur le taux de change, vise à assurer la stabilité des prix sur le moyen terme, gage d'une croissance économique durable. La politique monétaire pour la période 2016-2020 s'est caractérisée par quatre phases distinctes, adaptées à l'évolution des conditions macroéconomiques. Pendant la période 2016-2017, l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a maintenu une politique d'accompagnement monétaire, au moyen d'un taux d'appréciation de 0% de la fourchette de variation du taux de change effectif nominal du dollar singapourien, compte tenu des perspectives moroses en termes de croissance et d'inflation. Au début de 2018, les perspectives en matière d'inflation de base s'étaient améliorées et les pressions à la hausse sur l'inflation s'accroissaient avec l'apparition d'un écart de production positif. La MAS a ainsi durci sa politique monétaire, en augmentant le taux d'appréciation de la fourchette de variation du taux de change effectif nominal du dollar singapourien à deux reprises au cours de l'année. En octobre 2019, la MAS est passée à une politique monétaire plus souple en réduisant légèrement l'ampleur de la fourchette de variation du taux de change effectif nominal du dollar singapourien. Cette approche faisait suite aux répercussions des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine sur la croissance mondiale et, en conséquence, sur l'inflation de base intérieure.

2.16. Au premier trimestre de 2020, le taux de change effectif nominal du dollar singapourien s'est déprécié dans la fourchette alors en vigueur jusqu'à un niveau légèrement inférieur au point médian. En conséquence, en avril 2020, la MAS a fixé un objectif d'appréciation de 0% pour la fourchette de variation du taux de change afin d'empêcher une chute plus brutale de la production, des salaires et des prix. L'adoption de cette politique d'accompagnement monétaire est venue compléter la solide politique budgétaire expansionniste. En maintenant le taux de change effectif nominal du dollar singapourien sur une voie stable, cette politique a également permis d'étayer la confiance dans l'économie singapourienne pendant la crise. Dans le même temps, la MAS a injecté davantage de liquidités dans le système financier national au moyen de ses opérations sur le marché monétaire. Étant donné que l'inflation de base devrait rester bien en-deçà de sa moyenne à long terme, la MAS continuera de maintenir sa politique d'accompagnement monétaire à moyen terme.

### 3 PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET GESTION DE LA REPRISE

3.1. Son positionnement comme centre de commerce d'importance mondiale est le fruit des politiques de Singapour qui visent à développer et maintenir des conditions propices aux affaires, une forte primauté du droit, une main-d'œuvre qualifiée et diversifiée, des infrastructures de pointe et un écosystème de services financiers et professionnels compétitif à l'échelle mondiale. En dépit des incertitudes engendrées par la pandémie de COVID-19, les facteurs ci-dessus ont permis à Singapour de demeurer une destination attrayante pour l'investissement pour de nombreuses entreprises mondiales dans un large éventail de secteurs. Singapour était en tête du classement *Doing Business* du Forum économique mondial en 2019 et l'Indice *Global Talent Competitiveness* de l'INSEAD pour 2020 classe Singapour à la première place pour la région Asie-Pacifique et à la troisième place mondiale en termes de compétitivité des talents. Le classement *Business Rankings* de l' Economist Intelligence Unit prévu pour la période 2020-2024 accordait aussi la première place à Singapour pour la facilité de faire des affaires.

#### 3.1 Transformer l'économie singapourienne

3.2. Depuis quelques années, Singapour s'est attachée à accélérer sa transformation en une économie portée par l'innovation, alimentée par la technologie et prête à relever les défis de l'avenir. Achever cette transformation est plus important que jamais, compte tenu de l'instabilité actuelle et de l'urgence de la reprise post-pandémie.

3.3. **Stratégie nationale de développement d'une économie et d'une société fondées sur le savoir et tirées par l'innovation.** Le Plan pour la recherche, l'innovation et les entreprises (RIE) est la clé de voûte de la stratégie nationale plus vaste visant à développer une économie et une société fondées sur le savoir et tirées par l'innovation. Faisant fond du RIE2015 et du RIE 2020, le RIE2025 soutient le renforcement des capacités dans des domaines stratégiques et émergents (par exemple le changement climatique, la résilience alimentaire, le potentiel humain) et des technologies essentielles (comme l'intelligence artificielle (IA) et la cybersécurité). Un montant de 3,75 milliards de SGD, soit 15% du budget, a été réservé à titre d'"espace blanc" afin de garantir une plus grande flexibilité pour réagir aux priorités et avancées susceptibles d'émerger.

3.4. **Construire une économie adaptée au monde de demain.** En 2017, le Conseil de l'économie future (FEC) a été établi dans le but: i) de construire une économie dynamique, ouverte et connectée au monde, dans laquelle les associations professionnelles et les chambres de commerce, les syndicats, les entreprises et les particuliers s'allient pour exploiter les possibilités offertes; ii) de renforcer les entreprises singapouriennes grâce à des approches de transformation propres aux branches de production afin de les aider à croître, à innover et à intensifier leurs activités; et iii) d'aider les Singapouriens à acquérir et à utiliser des compétences de pointe pour tirer avantage des possibilités d'emplois de qualité dans l'économie future, et de faciliter le développement d'une main-d'œuvre résiliente et flexible. Le FEC se compose de membres d'horizons divers, y compris le gouvernement, les entreprises, les associations professionnelles et les chambres de commerce, les syndicats, les instituts d'enseignement supérieur et les instituts de formation. Le FEC a notamment dirigé le lancement de 23 Feuilles de route pour la transformation industrielle (ITM), qui sont conçues pour stimuler la transformation de 23 secteurs, qui couvrent environ 80% de l'économie singapourienne. Chaque ITM consiste en un plan holistique de croissance et de compétitivité qui inclut des stratégies s'appuyant sur des piliers essentiels tels que la productivité, l'emploi et les compétences, l'innovation, et le commerce et l'internationalisation.

3.5. **Faire face aux nouvelles réalités dans un monde différent.** Dans le cadre du travail du FEC, une équipe spéciale, l'"Emerging Stronger Taskforce" (EST), a été créée en mai 2020 avec la mission d'identifier les changements systémiques découlant de la pandémie de COVID-19; d'évaluer l'incidence de ces changements sur l'économie singapourienne et les difficultés et possibilités qui en découlent; et de formuler des recommandations sur la manière dont Singapour devrait actualiser, repenser ou redéfinir ses stratégies économiques afin de rester résiliente sur le plan économique et de créer de nouvelles sources de dynamisme dans le monde post-pandémie. Puisant dans l'expérience et la force collectives des parties prenantes des branches de production, l'EST a piloté un nouveau modèle de partenariats privé-public – les "Singapore Together Alliances for Action" (AfA). Les AfA jouent un rôle d'éclaireurs pour les idées nouvelles et créatives et visent à livrer des produits à la viabilité minimale pour valider des idées, des solutions et des modèles commerciaux nouveaux dans des domaines tels que la durabilité, la robotique et les expériences visiteurs sûres. En mai 2021, l'EST a présenté sa vision et ses recommandations<sup>3</sup> qui permettraient de construire une "Singapour pratiquement illimitée" ("Virtually Unlimited Singapore") offrant des possibilités innombrables au pays, à ses entreprises et à sa population. Les recommandations seront incorporées dans les travaux du FEC.

## 3.2 Renforcer notre position de point critique de la chaîne de valeur mondiale

3.6. La pandémie de COVID-19 a bouleversé la structure des déplacements, accru la volatilité des réseaux de la chaîne d'approvisionnement et accéléré la numérisation sur différents marchés. Elle a également mis davantage en lumière la résilience, alors qu'entreprises et pays réexaminent leurs façons de fonctionner. Après la pandémie, les priorités économiques de Singapour résideront dans l'approfondissement et l'élargissement des liens et des capacités en vue d'asseoir son rôle au cœur de la croissance de l'Asie, tout en assurant la connectivité avec d'autres marchés essentiels.

3.7. **Faire de Singapour un nœud essentiel et fiable des chaînes d'approvisionnement mondiales.** Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont été perturbées par les mesures de contrôle à la frontière et de contrôle des mouvements pendant la pandémie de COVID-19. Ces mesures ont eu des répercussions sur la réponse à la pandémie et sur la reprise économique. Tout au long de la pandémie, Singapour a maintenu ouvertes ses frontières et ses canaux de connectivité pour faciliter une circulation efficace des marchandises, notamment en simplifiant les changements d'équipages pour les navires, en toute sécurité. En mars 2020, Singapour et la Nouvelle-Zélande ont signé une déclaration ministérielle conjointe dans laquelle elles affirmaient leur volonté partagée de maintenir ouvertes les chaînes d'approvisionnement pendant la pandémie; depuis, 10 autres pays se sont joints à cette déclaration. Singapour s'est par ailleurs engagée à distribuer rapidement et efficacement les vaccins contre la COVID-19. À cette fin, elle a établi des partenariats avec les principaux fabricants de vaccins en vue d'établir des installations locales pour la production de

---

<sup>3</sup> L'EST a proposé cinq recommandations clés: i) créer de nouvelles frontières virtuelles; ii) tirer parti des possibilités de croissance découlant de la durabilité; iii) faciliter l'émergence de champions mondiaux et développer un noyau singapourien dynamique et solide; iv) institutionnaliser le modèle des "Singapore Together Alliances for Action", une forme innovante de partenariats privé-public; et v) renforcer les partenariats internationaux, notamment avec l'Asie du Sud-Est.

vaccins et de traitements qui sont aptes à fournir les marchés régionaux et mondiaux.<sup>4</sup> En plus des efforts déployés pour soutenir les chaînes d'approvisionnement essentielles pendant la pandémie, Singapour reste déterminée à renforcer encore davantage sa connectivité commerciale et physique pour aider les entreprises à mettre sur pied des chaînes d'approvisionnement résilientes, flexibles et durables.

**3.8. Reconstruire et développer la connectivité physique dans les secteurs des voyages et du commerce.** Singapour est déterminée à collaborer avec d'autres pays et régions et par l'intermédiaire des enceintes multilatérales, pour réouvrir les frontières, progressivement et en toute sécurité, en veillant à ce que ses processus et infrastructures satisfassent aux prescriptions en matière de santé publique afin d'assurer la sécurité des passagers des transports aériens, et pour faire de Singapour une destination sûre. Dans ses efforts pour faciliter la reprise et la croissance du commerce, Singapour continuera de renforcer ses solutions destinées aux transports aérien, maritime et terrestre, de proposer aux entreprises une connectivité efficace pour qu'elles puissent mieux faire face aux conditions plus difficiles en matière de transport et de logistique à l'échelle mondiale.

**3.9. Renforcer les capacités numériques pour améliorer la productivité et la résilience.** La numérisation rend les échanges de biens et de services plus efficaces, ouvre la porte à de nouvelles possibilités et renforce la valeur de Singapour en tant que nœud commercial. À cet égard, des initiatives telles que l'AfA sur la numérisation de la chaîne de valeurs<sup>5</sup>, la mise à jour des ITM pour la fabrication de pointe et le commerce et pour les pôles de connectivité, et les accords sur l'économie numérique, ont été entreprises afin d'améliorer l'accès à de nouveaux marchés et de nouvelles possibilités pour les entreprises. En février 2021, la Loi sur les transactions électroniques a été améliorée en vue d'intégrer la Loi type de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) sur les documents transférables électroniques (MLETR). Cela facilite l'utilisation d'instruments transférables électroniques tels que les connaissements, ce qui permet aux échanges commerciaux impliquant les secteurs du transport maritime, des finances et du droit, de bénéficier de transactions plus rapides, de coûts réduits et de risques de fraude moindres.

**3.10. Mobiliser les capacités d'innovation pour exploiter les nouvelles possibilités.** L'Indice mondial d'innovation a classé Singapour au huitième rang mondial des économies les plus innovantes en 2020 et au premier rang pour l'Asie ces sept dernières années. Un régime de propriété intellectuelle fort et une capacité de traduire en résultats commerciaux la propriété intellectuelle ont joué un rôle essentiel pour soutenir l'économie portée par l'innovation et stimuler la croissance de l'industrie et du commerce. Afin que les résultats issus de la propriété intellectuelle et de la recherche-développement du secteur public puissent être davantage et plus rapidement transformés en produits commercialisables et en création de valeur ajoutée dans le secteur privé, Singapour a déployé en 2018 le Protocole national de propriété intellectuelle, qui établit des principes et des lignes directrices claires pour la gestion et la commercialisation de produits de propriété intellectuelle issus d'activités de recherche-développement financées par le secteur public. En outre, Singapour cherche à maintenir un écosystème d'innovation dynamique et ouvert dans lequel les secteurs public et privé peuvent développer ensemble des projets novateurs sur la base des difficultés ou des nouvelles possibilités identifiées et tirer parti de ressources telles que le Réseau d'innovation ouvert et le Réseau de jeunes entreprises de Singapour, qui regroupent respectivement les projets novateurs et les jeunes entreprises à Singapour.

### 3.3 Devenir une "étincelle verte"

3.11. En tant que petite cité-État insulaire, Singapour dispose de ressources naturelles limitées pour produire des énergies de substitution. Elle parviendra néanmoins à respecter les engagements pris au titre de l'Accord de Paris et souhaite atteindre l'objectif d'émissions nettes nulles dès qu'il sera viable de le faire, dans la deuxième moitié du siècle. Pour réaliser cet objectif, Singapour investit dans les technologies à faible émission de carbone, en ayant recours aux énergies renouvelables

<sup>4</sup> Thermo Fisher établira une installation de remplissage et de finition à Singapour d'ici à 2022. BioNTech, qui s'est associé à Pfizer pour mettre au point un vaccin à ARNm contre la COVID-19 – le premier au monde – établira une installation entièrement intégrée de fabrication d'ARNm d'ici à 2023 environ.

<sup>5</sup> L'AfA sur la numérisation de la chaîne de valeur a réuni des parties prenantes des secteurs public et privé pour piloter une infrastructure de données commune qui permettra un échange de données fiable et sécurisé entre acteurs économiques, afin de favoriser l'efficacité, la productivité et la résilience dans les flux d'informations de tout l'écosystème en augmentant les systèmes et les plates-formes de partage de données existants.

disponibles dans le pays et dans la région et en électrifiant son parc automobile. Singapour veut aussi devenir une plate-forme de commerce et de services liés au carbone pour la région et réexamine actuellement sa taxe carbone pour encourager les entreprises à réduire leur empreinte carbone.

3.12. **Créer un écosystème de finance verte.** Dans le cadre du pilier "Économie verte" du Plan vert de Singapour pour 2030<sup>6</sup>, Singapour s'efforce de devenir un centre majeur de la finance verte en Asie. Le Plan d'action pour la finance verte a été élaboré par la MAS en 2019 dans le but: i) d'améliorer la résilience du secteur financier face aux risques environnementaux; ii) d'élaborer des solutions de finance verte; iii) de renforcer les connaissances et les capacités; iv) de soutenir l'innovation en termes de technologie financière verte; et v) d'améliorer les données et la communication. Les initiatives incluent un Programme d'investissements verts de 2 milliards d'USD visant à placer des fonds auprès de gestionnaires d'actifs qui s'engagent à augmenter les activités et les capacités de la finance verte à Singapour, ainsi que le projet Greenprint ("Empreinte verte"), une plate-forme de technologie dont l'objectif est de promouvoir un écosystème de finance verte en mobilisant le capital, en assurant un suivi de l'engagement et en mesurant l'incidence des projets verts et durables.

3.13. **Devenir une nation zéro déchet.** Dans le cadre du pilier "Vie durable" du Plan vert, Singapour espère encourager ses citoyens à adopter un style de vie plus écologique en consommant moins et en créant moins de déchets. Le Plan directeur inaugural "Zéro déchet" lancé en 2019 énonce les stratégies clés de Singapour pour bâtir une nation durable, efficace dans l'utilisation des ressources et résiliente face au changement climatique. Cela implique d'adopter une approche d'économie circulaire en ce qui concerne les pratiques de gestion des déchets et des ressources et de passer à une production et à une consommation plus durables. Le Plan vert aide les entreprises à transformer leurs déchets en ressources, c'est-à-dire à recycler ou à transformer les déchets en intrants utiles pour la production. Dans ce contexte, il faut citer l'exemple de JTC Corporation, un organisme public qui défend le développement industriel et qui œuvre avec des sociétés de l'île de Jurong<sup>7</sup> pour construire un environnement plus durable sur cette île.

#### 4 UNE INFRASTRUCTURE COMMERCIALE OUVERTE, FACILITATRICE ET INCLUSIVE

4.1. Singapour veut avoir une économie équitable et inclusive qui fasse profiter toutes les entreprises, tous les travailleurs et tous les Singapouriens des bénéfices de la mondialisation et du commerce.

4.2. Singapour a investi massivement dans le développement de la main-d'œuvre. Par exemple, l'ensemble de mesures pour l'emploi et les compétences "SGUnited" a été mis en place en mai 2020 afin de créer des emplois et d'offrir des possibilités de formation pour les travailleurs affectés par les répercussions économiques de la pandémie; depuis, ces mesures ont aidé quelque 76 000 personnes à trouver un nouvel emploi. Des dons pour la transformation et la productivité de la main-d'œuvre ont également été introduits pour aider les Singapouriens à tirer avantage des possibilités de travail à distance transfrontières.

##### **Aider les PME à s'adapter à l'économie numérique**

4.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) sont au cœur de l'économie singapourienne: elles emploient deux tiers de la population active et comptent pour près de la moitié du PIB. Dans un contexte où les technologies numériques transforment tous les secteurs de son économie, Singapour a aidé ses PME à tirer profit de ces technologies pour prospérer et saisir les possibilités de croissance.

<sup>6</sup> Le Plan vert de Singapour pour 2030, lancé en 2021, est un mouvement mobilisant toute la nation pour faire progresser le programme national de développement durable. Le Plan vert prévoit des objectifs ambitieux et concrets pour les 10 prochaines années, et viendra soutenir les efforts actuellement déployés pour concrétiser le Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 et les engagements pris par Singapour au titre de l'Accord de Paris. Il énonce aussi la volonté de Singapour de réaliser son objectif à long terme d'émissions nettes nulles dès qu'il sera viable de le faire.

<sup>7</sup> L'île de Jurong est le cœur même du secteur singapourien de l'énergie et des produits chimiques et abrite un ensemble dynamique de plus de 100 sociétés pétrolières, pétrochimiques et spécialisées d'importance mondiale.

4.4. Lancé en avril 2017, le programme "Les PME passent au numérique", créé par l'Autorité pour le développement de l'information, de la communication et des médias (IMDA) a simplifié le passage au numérique pour les PME: de fait, en mars 2021, plus de 63 000 PME avaient adopté des solutions numériques proposées par le programme. Celui-ci propose en effet des plans numériques sectoriels, alignés sur les ITM correspondantes, qui ont offert aux PME un guide détaillé des solutions numériques, ainsi que des formations adaptées pour les employés aux différentes étapes de croissance de l'entreprise. En juin 2020, le programme a été élargi pour inclure l'initiative "Croissance numérique", qui aide les entreprises à intervenir sur les plates-formes de commerce électronique entre entreprises (B2B) et entre entreprises et consommateurs (B2C) pour vendre à l'étranger sans avoir besoin d'une présence physique sur le marché ciblé.

4.5. L'Association des banques de Singapour, en étroite collaboration avec la MAS, a lancé PayNow Corporate en août 2018, élargissant ainsi un peu plus les capacités de PayNow.<sup>8</sup> PayNow Corporate permet non seulement aux PME d'accepter les paiements de compte à compte en temps réel avec des frais faibles voire nuls en utilisant uniquement un identifiant de proxy avec leur numéro d'entité unique, mais facilite aussi la fluidité des paiements entre vendeurs et fournisseurs tout au long de la chaîne de valeur côté fournisseurs. Les inscriptions auprès de PayNow Corporate ont plus que doublé depuis la fin de 2019 pour s'établir aujourd'hui à environ 250 000 entreprises. En avril 2021, plus de 80% des résidents et des entreprises étaient sur PayNow; la valeur transactionnelle de PayNow a passé la barre des 6 milliards de SGD en mars 2021, soit presque le triple du volume de transactions par rapport à la même période un an plus tôt.

4.6. Pour mettre sur pied une infrastructure numérique mondiale assurant la fluidité de la connectivité des services commerciaux et numériques professionnels entre les PME, les entreprises et les écosystèmes dans le monde entier, la MAS et l'IMDA ont lancé "Business sans Borders" ("Affaires sans frontières" (BSB)). BSB s'appuie sur l'apprentissage automatique pour une intégration fluide, entre régions, des services de découverte commerciale, de financement et d'autres services essentiels fournis aux entreprises, en aidant les PME à avoir accès aux services aux services financiers/de financement et au soutien logistique existants pour conclure leurs transactions commerciales. BSB est devenu opérationnel sous le nom de Proxtera à la fin de 2020 et s'est rapidement développé pour connecter entre eux de nombreux écosystèmes de PME et des plates-formes B2B dans l'ASEAN, en Asie du Sud et en Afrique. Plus spécifiquement, dans le secteur des services financiers, la Bourse d'API<sup>9</sup> (APIX), soutenue par la MAS, est la première plate-forme transfrontières à architecture ouverte qui permet aux institutions financières et aux entreprises de technologie financière de i) se connecter les unes aux autres par l'intermédiaire d'une bourse internationale; ii) de mener des expériences concertées dans un laboratoire sur mesure réunissant des participants du secteur financier; et iii) d'encourager l'adoption d'API pour stimuler la transformation numérique et l'inclusion financière dans toute la région Asie-Pacifique.

### **Permettre des transactions sûres et fiables avec les particuliers et les entreprises**

4.7. L'infrastructure nationale plus générale d'identité numérique a permis d'améliorer la commodité et la sécurité en ligne dans les transactions entre les organismes gouvernementaux, les particuliers et les entreprises. Depuis 2016, les entreprises et d'autres entités à Singapour ont mené des transactions en ligne avec les organismes gouvernementaux au moyen de Corppass, une identité numérique d'entreprise qui permet d'accéder à des services numériques en fonction des droits et des rôles assignés par l'entreprise elle-même.

4.8. Pour que les utilisateurs puissent plus facilement accomplir leurs démarches auprès des organismes gouvernementaux en ligne, Myinfo a été lancé en 2016, afin de réduire au minimum la nécessité de fournir et de vérifier à plusieurs reprises les mêmes données personnelles. Dès 2017, les entreprises enregistrées dans le pays ont pu améliorer l'efficacité de leurs activités en intégrant Myinfo dans leurs propres services en ligne, et en 2019 a été lancé Myinfo Business, qui élargit l'offre

---

<sup>8</sup> PayNow est un service de transfert de fonds entre pairs lancé en 2017, qui permet aux clients privés des banques et des institutions non financières admissibles participantes à envoyer et à recevoir instantanément des fonds en dollars singapouriens d'une entité participante à une autre par transfert rapide et sécurisé (FAST) en utilisant leur numéro de téléphone mobile, le système d'identification singapourien NRIC/FIN ou une adresse de paiement virtuelle (VPA). Ce service est offert gratuitement aux clients privés et est disponible 24 heures/24, tous les jours de l'année.

<sup>9</sup> Une API ou interface de programmation d'application, est un intermédiaire logiciel qui permet à une application de communiquer avec une autre application.

de Myinfo en intégrant les données des entités vérifiées par les autorités publiques, telles que le profil de l'entreprise, ses résultats financiers et les renseignements sur la composition du capital.

4.9. Les services du gouvernement aux entreprises (G2B) ont également été améliorés grâce au portail GoBusiness, qui regroupe et simplifie les services et renseignements en ligne destinés aux entreprises. Le portail a été inauguré en 2019 et vise à améliorer la facilité de faire des affaires et à augmenter la visibilité des services G2B à Singapour. Les services électroniques accessibles sur le portail incluent: des conseils sur la création d'entreprise, l'identification de la licence ou du permis requis et de la manière de présenter une demande pour l'obtenir auprès des différents organismes compétents, et des conseils sur l'aide publique disponible auprès des différentes autorités (par exemple les subventions, les outils et programmes, les incitations fiscales, etc.) en fonction des besoins de l'entreprise.

## **5 SOUTENIR UN SYSTEME COMMERCIAL MULTILATERAL ADAPTE AU MONDE DE DEMAIN**

5.1. Singapour étant une petite économie ouverte fortement dépendante du commerce, sa politique commerciale est ancrée dans les règles du système commercial multilatéral tel que l'incarne l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En tant que Membre fondateur, Singapour n'a cessé de soutenir les efforts visant à renforcer l'OMC et à faire en sorte qu'elle reste pertinente pour l'avenir.

5.2. Singapour soutient fermement les efforts déployés pour réformer l'OMC, y compris par l'adoption de voies innovantes pour s'assurer que l'Organisation soit adaptée aux objectifs visés au XXI<sup>e</sup> siècle. À cet égard, Singapour soutient les Initiatives liées aux Déclarations conjointes, qui sont un moyen de traiter les questions émergentes essentielles telles que le commerce électronique, et le commerce et la durabilité environnementale. Ainsi, Singapour, aux côtés de l'Australie et du Japon, coorganise l'initiative liée à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique visant à élaborer de nouvelles règles sur les aspects du commerce électronique liés au commerce, qui contribueront à préserver la pertinence de l'OMC face à la rapide transformation numérique. Singapour participe également activement à d'autres initiatives liées aux Déclarations conjointes, telles que la facilitation de l'investissement pour le développement (FID) et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Elle s'implique aussi activement dans les discussions en cours à l'OMC sur des questions tournées vers l'avenir telles que le commerce et la santé, et le commerce et la durabilité environnementale.

5.3. Singapour participe activement à des groupements informels qui sont déterminés à renforcer l'OMC et à piloter des discussions pour soutenir des intérêts systémiques et obtenir des résultats pragmatiques. Singapour a pris une part active au Groupe d'Ottawa, composé de 14 Membres, ainsi qu'à d'autres groupements tels que les Amis du système.

5.4. Singapour est déterminée à soutenir les travaux ordinaires de l'OMC dans les domaines de la surveillance du commerce, du règlement des différends et du renforcement des capacités. Pendant la période à l'examen, Singapour a renforcé la participation de tierces parties aux différends et a exprimé sa sérieuse préoccupation face à l'impasse concernant la désignation des membres de l'Organe d'appel. Elle s'est également associée à plusieurs Membres de l'OMC pour établir l'Arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire (AMPA). En attendant que l'Organe d'appel soit reconstitué, l'AMPA veillera à ce que les Membres de l'OMC participants continuent de bénéficier d'une phase d'appel dans le processus de règlement des différends à l'OMC. Singapour reste déterminée à travailler avec d'autres Membres de l'OMC pour trouver une solution permanente à l'impasse concernant l'Organe d'appel.

5.5. Singapour s'est engagée à aider les Membres en développement à s'intégrer dans le système commercial multilatéral et à en bénéficier par le biais des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités. Dans le cadre du programme de formation Singapour-OMC pour les pays tiers, elle a coopéré étroitement avec le Secrétariat de l'OMC à l'organisation d'une série de programmes destinés aux Membres en développement de la région Asie-Pacifique. Mentionnons parmi ceux-ci le dialogue OMC-Singapour sur la politique commerciale, qui réunit de hauts fonctionnaires pour un échange de vues stratégique sur les questions commerciales avant les Conférences ministérielles, des cours de politique commerciale de courte durée, et des cours sur des questions d'intérêt spécifiques, telles que le commerce des services, les chaînes

d'approvisionnement alimentaire et le règlement des différends. À ce jour, Singapour et l'OMC ont organisé conjointement 43 de ces cours à l'intention de plus de 900 fonctionnaires.

## **6 COOPERATION COMMERCIALE REGIONALE ET BILATERALE**

6.1. Singapour considère les accords de libre-échange (ALE) bilatéraux et plurilatéraux comme un moyen pratique, pour des parties ayant une vision commune de viser un niveau plus ambitieux de libéralisation des échanges et donc de compléter le multilatéralisme. Au total, Singapour a conclu 26 ALE, qui représentent plus de 85% du PIB mondial. Cependant, les règles et politiques commerciales actuelles ne répondent pas de manière adéquate aux besoins de l'économie future, en particulier pour l'économie numérique et l'économie verte. Singapour a donc cherché également à établir des accords ambitieux dans ces deux domaines avec des pays progressistes partageant les mêmes idées. Ces accords peuvent ouvrir la voie à de nouveaux accords multilatéraux à l'OMC.

### ***Accords sur l'économie numérique***

6.2. Les accords sur l'économie numérique (AEN) sont le point d'ancrage de l'engagement de Singapour avec des partenaires partageant les mêmes idées concernant des aspects très divers et essentiels de l'économie numérique. Les AEN, qui complètent le réseau d'ALE de Singapour, visent à établir des règles internationales, à énoncer des critères et à aligner des normes qui favoriseront ou renforceront le commerce numérique, notamment en ce qui concerne les toutes nouvelles questions numériques (telles que la facturation électronique, les paiements électroniques, la gouvernance de l'intelligence artificielle et l'éthique qui s'y rapporte, et les identités numériques) qui n'ont pas encore été prises en compte dans les ALE existants.

6.3. Singapour a conclu deux AEN: i) l'Accord de partenariat pour l'économie numérique (DEPA) avec le Chili et la Nouvelle-Zélande; et ii) l'Accord sur l'économie numérique (SADEA) avec l'Australie. Les AEN établissent un cadre pour la collaboration sur les questions relatives au commerce numérique, favorisent l'interopérabilité entre différents régimes et traitent des problèmes de politique commerciale qui apparaissent du fait de la numérisation. Ils sont en outre complétés par des projets tangibles entrepris par différents organismes gouvernementaux. Par exemple, le SADEA inclut plusieurs mémorandums d'accord pour la mise en œuvre de certaines des règles établies par le SADEA en identifiant ou en recensant des projets de collaboration, en particulier dans les domaines de l'intelligence artificielle, de l'innovation en matière de données, des identités numériques, de la protection des données personnelles, de la facturation électronique, de la facilitation des échanges et de la certification électronique des produits agricoles. Le DEPA contient également des projets sur le lien entre les guichets uniques nationaux, sur la facturation électronique et sur un système international de connectivité. Singapour négocie actuellement son troisième AEN avec la Corée et espère conclure dans le futur d'autres accords avec d'autres économies partageant sa vision.

### ***Accords sur l'économie verte***

6.4. Singapour envisage aussi de conclure des accords sur l'économie verte (AEV) avec des partenaires partageant les mêmes idées, qui viseraient à: i) faciliter le commerce des biens et services environnementaux et l'investissement dans ce domaine; ii) renforcer la gouvernance environnementale; et iii) renforcer les capacités pour lutter contre le changement climatique. Les domaines de coopération pourraient inclure les marchés du carbone, le financement vert et les solutions énergétiques propres.

### ***Association des nations de l'Asie du Sud-Est***

6.5. Singapour est un membre actif de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). En 2018, quand Singapour assurait la présidence de l'ASEAN, plusieurs initiatives ont été menées à bien pour dynamiser l'attractivité de l'ASEAN en tant que destination pour les affaires et l'investissement, à savoir: i) le Guichet unique de l'ASEAN, grâce auquel les États membres de l'ASEAN peuvent échanger des documents commerciaux par voie électronique; ii) le mécanisme d'autocertification dans l'ASEAN, qui permet aux entreprises de gagner du temps et de faire des économies; et iii) l'Accord sur le commerce électronique de l'ASEAN, l'Accord sur le commerce des services de l'ASEAN et les améliorations apportées à l'Accord global sur l'investissement de l'ASEAN,

qui ont stimulé la connectivité numérique, amélioré l'accès aux marchés dans un secteur des services de l'ASEAN en pleine croissance et réduit les obstacles à l'investissement.

6.6. Pendant la période considérée, l'ASEAN a également mené les initiatives ci-après pour faire progresser la vision d'une Communauté économique de l'ASEAN (AEC)<sup>10</sup>, entre autres choses: i) le Système de transit douanier de l'ASEAN, qui permettra aux entreprises, dans les États membres de l'ASEAN participants, de transporter des marchandises par voie terrestre plus librement, en passant les frontières grâce à une simple formalité douanière et en un seul voyage; ii) les arrangements de reconnaissance mutuelle, qui suppriment la duplication des essais et réduisent les coûts liés au délai de mise sur le marché; iii) des initiatives visant à concrétiser une possible "économie numérique unique au sein de l'ASEAN" qui inclurait un écosystème de commerce électronique régional; et iv) le Cadre de relance globale de l'ASEAN (ACRF), qui identifiera les vulnérabilités et mettra en valeur les possibilités émanant de la pandémie de COVID-19 pour permettre à la région d'en sortir plus forte et plus résiliente.

6.7. L'ASEAN a conclu l'Accord établissant la zone de libre-échange ASEAN-Hong Kong, Chine (AHKFTA) et mis à jour deux autres ALE, à savoir: i) la Zone de libre-échange ASEAN-Chine (ACFTA); et ii) l'Accord de partenariat économique global entre l'ASEAN et le Japon (AJCEP).

6.8. **Partenariat économique régional global.** Le Partenariat économique régional global (RCEP) est un partenariat économique moderne, global, de qualité supérieure et mutuellement avantageux, sous l'égide de l'ASEAN, entre ses 10 États membres, l'Australie, la Chine, le Japon, la République de Corée et la Nouvelle-Zélande. Le RCEP signé le 15 novembre 2020 est l'ALE de plus grande ampleur conclu à ce jour, puisqu'il englobe environ 30% du PIB mondial et près d'un tiers de la population mondiale. Il s'appuie sur des accords bilatéraux existants que l'ASEAN a conclus avec ses partenaires d'ALE et il établit un corpus de règles unique et renforce les mesures de facilitation des échanges pour aider les entreprises à tirer avantage des chaînes de valeur régionales. Le RCEP couvre aussi de nouveaux domaines tels que le commerce électronique, la politique de la concurrence, la propriété intellectuelle et les marchés publics. Le 9 avril 2021, Singapour est devenue la première partie au RCEP à ratifier l'accord. Il est prévu que le RCEP entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022, 60 jours après qu'au moins six États membres et trois partenaires d'ALE de l'ASEAN auront ratifié l'accord.

#### **Forum de coopération économique Asie-Pacifique**

6.9. En tant qu'économie fondatrice, Singapour joue un rôle actif au Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et a participé aux initiatives de l'APEC visant à faire progresser l'intégration économique régionale en donnant des orientations et en renforçant certaines capacités dans les domaines de la facilitation des échanges, de la connectivité des chaînes d'approvisionnement et de la réforme réglementaire. Singapour œuvre avec les 20 autres économies de l'APEC à l'établissement du Plan de mise en œuvre de la Vision de Putrajaya pour 2040. Elle participe aussi activement aux conversations sur le programme de travail de l'APEC à la suite de l'adoption des objectifs de Bogor, y compris la vision d'une zone de libre-échange de la région Asie-Pacifique (ZLEAP). À la suite de la réunion, le 5 juin 2021, des ministres du commerce de l'APEC et conformément à la Déclaration consensuelle conjointe desdits ministres, Singapour s'engage à collaborer avec les autres économies de l'APEC pour: i) soutenir une distribution sûre et efficace des vaccins contre la COVID-19 et des produits essentiels dans la lutte contre cette maladie; ii) faire progresser les travaux sur les biens et services environnementaux; et iii) faciliter des déplacements sûrs dans la région Asie-Pacifique, entre autres choses.

#### **Autres ALE et accords de partenariat économique régionaux et bilatéraux**

6.10. Pendant la période à l'examen, Singapour a conclu trois accords de libre-échange et de partenariat économique régionaux et bilatéraux, à savoir: i) l'ALE Sri Lanka-Singapour (ALESLS); ii) l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP); et iii) l'ALE Royaume-Uni-Singapour (ALERUS).

---

<sup>10</sup> L'AEC vise à créer un marché et une base de production uniques qui faciliteront la libre circulation des marchandises, des services et des investissements dans la région. Il faut noter qu'un Singapourien, M. Satvinder Singh, a été nommé au poste de Vice-Secrétaire général pour l'AEC dans le cadre du Secrétariat de l'ASEAN, en mars 2021. Son mandat est d'une durée de trois ans.



6.11. L'ALESLS a été signé le 23 janvier 2018 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2018. Il s'agit d'un accord de libre-échange moderne et complet qui couvre des domaines tels que le commerce des services, le commerce électronique, les télécommunications, l'investissement, la propriété intellectuelle et les marchés publics.

6.12. Le PTPGP a été signé le 8 mars 2018 et est entré en vigueur le 30 décembre 2018, à la suite de la ratification par les six Parties, dont Singapour. Il a été conclu entre 11 membres de l'APEC: l'Australie, le Brunéi Darussalam, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Viet Nam. Le PTPGP est un ALE régional complet et de haut niveau qui traite des obstacles non tarifaires au commerce au moyen de règles actualisées concernant les normes techniques, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les services et l'investissement, et qui aborde les questions commerciales pertinentes pour l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle en établissant des règles applicables dans des domaines comme le commerce électronique et la propriété intellectuelle. Cet accord a une architecture ouverte et inclusive qui invite les économies ayant la possibilité et le désir de souscrire à ses normes élevées à y adhérer. Cela contribuera à promouvoir la vision du PTPGP qui consiste à encourager une plus grande intégration économique dans la région et au-delà. À la suite de la demande formelle du Royaume-Uni d'adhérer à cet accord de partenariat, la Commission du PTPGP a pris la décision, le 2 juin 2021, d'ouvrir le processus d'adhésion du Royaume-Uni.

6.13. L'ALERUS a été signé le 10 décembre 2020 et est entré en vigueur le 11 février 2021. Il importe de noter qu'il s'agissait d'un premier ALE entre le Royaume-Uni et un État membre de l'ASEAN. L'ALERUS supprime les obstacles techniques au commerce (OTC) non nécessaires pour les exportateurs de Singapour et du Royaume-Uni et va au-delà des prescriptions prévues par l'Accord OTC et l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) de l'OMC. Le chapitre consacré aux marchés publics inclut des règles sur la transparence et la non-discrimination qui vont également plus loin que ce que prévoit l'Accord sur les marchés publics de l'OMC.

6.14. Par ailleurs, deux ALE sont entrés en vigueur pendant la même période, à savoir: i) l'ALE entre l'Union européenne et Singapour (ALEUES); et ii) l'ALE Turquie-Singapour (ALETS). Pour Singapour, ces accords régionaux et bilatéraux apportent leur pierre à une plus large libéralisation du commerce aux échelons régional et multilatéral. Singapour a entre outre actualisé et modernisé quatre ALE, à savoir: i) l'Accord de rapprochement économique entre Singapour et la Nouvelle-Zélande (ARESZN); ii) l'ALE Singapour-Australie (ALESA); iii) l'ALE États-Unis-Singapour (ALEUSS); et iv) l'Accord global de coopération économique Inde-Singapour (AGCE). Singapour a également achevé, pour l'essentiel, les négociations en vue de l'ALE avec l'Alliance du Pacifique (ALEAPS) et lancé des négociations en vue d'un ALE avec l'Union économique eurasiatique (ALEUEES) et d'un ALE avec le MERCOSUR (ALEMS).

### **Accords bilatéraux d'investissement**

6.15. Les accords bilatéraux d'investissement (ABI) rendent Singapour plus attractive en tant que destination pour l'investissement et garantissent une meilleure protection aux investisseurs et à leurs investissements à l'étranger. Pendant la période à l'examen, neuf ABI ont été conclus: avec l'Iran, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Kenya, le Mozambique, le Myanmar, le Nigéria, le Qatar et le Rwanda. Les ABI conclus avec l'Indonésie, l'Iran, le Myanmar, le Qatar et le Rwanda sont également entrés en vigueur pendant cette période. Des négociations en vue de nouveaux ABI sont en cours avec le Ghana et le Maroc.

## **7 CONCLUSION**

7.1. La COVID-19 a changé irrémédiablement le monde. En affrontant la "nouvelle normalité" et en travaillant à la reprise post-pandémie, Singapour continuera de soutenir toutes ses entreprises et tous ses travailleurs, de préserver les emplois et de se préparer pour l'avenir en restant ouverte et connectée au monde, tout en renforçant sa connectivité et sa position de plaque tournante pour les marchandises, les données, les talents, les entreprises et les technologies.

7.2. Singapour étant une petite économie ouverte, le libre-échange lui est vital et sous-tend la croissance et la prospérité de son économie. À cet égard, et parce qu'elle en dépend, Singapour soutient fermement un système commercial ouvert, équitable, transparent et fondé sur des règles, avec l'OMC en son centre. Dans le même temps, Singapour poursuit activement l'intégration

régionale et la coopération mondiale au moyen d'un vaste réseau d'accords de libre-échange qui peuvent être autant d'éléments constitutifs du multilatéralisme. Singapour continuera de participer activement aux travaux de l'OMC et de soutenir les efforts visant à faire en sorte que l'OMC reste pertinente et prête à répondre aux besoins de l'économie future.

---